

Toutes les organisations syndicales du secteur public sont présentes aux tables de négociation et prêtes à recevoir les offres du gouvernement



Vous avez sans doute entendu les déclarations trompeuses et mensongères du ministre de la Santé, Christian Dubé, et du premier ministre, François Legault, au cours des derniers jours à savoir que nous ne sommes pas présents à la table de négociation. Soyons clairs : nous sommes présents et très disponibles à la table de négociation.

**Nous sommes disponibles pour recevoir les offres du gouvernement !**

Nous avons d'ailleurs invité le gouvernement à nous présenter ses offres, deux fois plutôt qu'une, dans le lieu de discussion approprié, c'est-à-dire à la table de négociation. D'ailleurs, nous sommes heureux de savoir que le gouvernement désire nous présenter de nouvelles solutions et les attendons avec impatience.

Cependant, il existe des endroits et des façons de les présenter. Convoquer un nombre restreint de personnes à des forums de discussion, en choisir unilatéralement les participants, les sujets, le fonctionnement, la date, l'heure et le lieu s'apparente davantage à une stratégie de relations publiques ayant pour objectif de dépeindre les syndicats comme des organisations fermées, voire empêtrées dans un modèle obsolète.

Loin d'être fermées, c'est justement pour arriver aux bonnes solutions pour nos réseaux publics que nous revendiquons que le processus se déroule tel que prévu

par le code du travail, qui encadre les échanges aux tables de négociation pour assurer un équilibre dans les représentations de chacune des parties.

En plus, nous n'acceptons pas d'altérer la représentation des travailleuses et travailleurs en mettant une partie de nos équipes de négociation sur la voie d'évitement. C'est ce que fait le gouvernement en restreignant la participation à des forum à une personne par organisation syndicale. Vous comprendrez donc que les personnes qui vous représentent ne seront pas toutes invitées à ces forums. Pourtant, ce sont elles qui doivent négocier vos conditions de travail, en vertu des mandats que vous leurs avez confiés.

Bref, il nous apparaît hasardeux et improductif d'intégrer un processus parallèle de négociation. Cela démontre clairement que tant et aussi longtemps que le gouvernement imposera ses idées, le processus de négociation ne pourra être efficace, alors qu'il est essentiel de convenir rapidement des solutions à mettre en place dans les différents réseaux publics.

### **Il est urgent de négocier aux tables, plutôt que sur la place publique**

Nous invitons donc le gouvernement, encore une fois, à présenter lesdites propositions aux tables de négociation tel que le prévoient les règles fondamentales de la négociation collective au Québec. D'ailleurs, les différentes de table de négociation des organisations syndicales du secteur public ont convenu d'un calendrier de rencontres. Chacune des équipes de négociation sont disponibles, curieuses et enthousiastes d'entendre le contenu des offres gouvernementales. Nous venons tout juste de réitérer cette invitation au gouvernement.

Les solutions des travailleuses et les travailleurs du secteur public sont portées par les différentes organisations syndicales aux tables de négociation. Face à la crise qui frappe les réseaux, il est urgent de donner un coup de barre pour améliorer les conditions de travail de l'ensemble du personnel.

Le temps presse. Si le gouvernement veut vraiment changer les choses, qu'il cesse de pointer du doigt et qu'il vienne s'asseoir aux tables de négociation. Nous y attendons ses propositions dans les meilleurs délais.